

Économie

Le secteur des Ehpad salue une circulaire tarifaire ambitieuse mais incomplète

Publié le 15/04/22 - 18h09

Prévue pour être publiée très prochainement, l'instruction budgétaire médico-sociale pour 2022 laisse les fédérations partagées. Si elles saluent les efforts conséquents pour les revalorisations salariales, elles identifient des manques et incohérences.

Présentée aux fédérations le 7 avril dernier et étudiée le 15 avril au sein du conseil national professionnel, la circulaire budgétaire médico-sociale pour 2022, dont *Hospimedia* a eu copie, trouve une réponse tiède du côté des fédérations. Contactées par la rédaction, toutes saluent des efforts incontestables sur le plan des ressources humaines. N'en restent pas moins de nombreuses inquiétudes, au regard notamment du contexte social.

Parmi les principales inquiétudes remontées par les fédérations, compte en premier lieu, celle du taux de reconduction des bases salariales. Fixé par la circulaire à +0,47% pour le secteur du grand âge, celui-ci constitue "*une vive déception*" pour Jean-Pierre Riso, président de la Fnadepa, rejoint par l'AD-PA, la Fehap, la FHF et le Synerpa. Et pour cause, en parallèle, l'inflation, elle, gonfle au rythme de la crise géopolitique pour des prévisions établies par l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) entre +3,7% et +4,4% sur 2022.

Cet arbitrage est d'autant plus "*alarmant*" pour Marc Bourquin, conseiller stratégie et responsable parcours, proximité, autonomie et territoire à la FHF, que rien, dans la circulaire ne semble prendre en compte le paramétrage financier du dégel du point d'indice annoncé le 14 mars pour la fonction publique (lire notre [article](#)) et dont l'évolution pourrait, selon les derniers retours, atteindre entre 1% et 3%. Dans ce contexte les fédérations appellent le Gouvernement à introduire une clause de revoyure pour rééquilibrer les taux.

Gel du tarif global : une "*incohérence*"

Éric Frégona, directeur adjoint de l'AD-PA, qui estime à +1,5% le besoin d'augmentation pour combler l'évolution des charges, déplore quant à lui le gel du tarif global. Alors que le Gouvernement s'est engagé sur l'augmentation de la médicalisation en établissement, l'association, tout autant que la FHF, la Fnadepa et le Synerpa, voit là une "*incohérence*" qui va "*rendre difficile de revaloriser les carrières dans ce contexte*". "*Le tarif n'a pas été revalorisé depuis plus de dix ans, c'est une action tout à fait défavorable alors que l'on dispose là d'un moyen de rendre les Ehpad plus attractifs pour les équipes*", poursuit Florence Arnaiz-Maumé, déléguée générale du Synerpa. Et Marc Bourquin d'y voir une "*contradiction*" évidente avec les conclusions de la dernière feuille de route, préconisant la généralisation dudit tarif (lire notre [article](#)).

Parmi les autres points de contrariétés, figure la mise en réserve prudentielle, fixée à 115 millions d'euros (M€). "*Quand on sait les besoins du secteur, c'est regrettable*", résume Clémence Lacour, responsable des relations institutionnelles pour la Fnaqpa. S'y ajoutent les quelques ratés relatifs aux revalorisations salariales, à l'instar du non financement de la prime grand âge pour le privé non lucratif, la non revalorisation des médecins non coordonnateurs ou encore les professionnels administratifs des résidences autonomes. "*Il y a encore des exclus du Ségur dans le secteur du grand âge*", se désole Jean-Pierre Riso.

Penser l'après Ségur

Au-delà, se pose la question du versement de ces mesures. *"C'est le sujet de préoccupation numéro un de nos adhérents, est de savoir comment ils vont faire pour financer le Ségur"*, relève Clémence Lacour. Selon les retours des différentes fédérations, le différentiel entre les fléchages annoncés et les versements s'élèverait à 25 000 € en moyenne avec des manques à plus de 100 000 €. Aussi certains s'inquiètent-ils de voir la problématique se renforcer avec l'octroi, dans cette nouvelle campagne budgétaire, de nouveaux problèmes. *"Il faut un traitement énergique de la chose"*, alerte Jean-Christian Sovrano, directeur de l'autonomie et de la coordination des parcours de vie à la Fehap.

Avec près d'un milliard d'euros consacrés aux revalorisations, la circulaire, notent enfin les fédérations et associations, semble oublier un point phare pour le secteur : la construction du nouveau modèle plébiscité. *"Toutes ces briques rajoutées depuis 2020 ne font pas une politique de l'autonomie assez robuste"*, souligne Jean-Pierre Riso. Et d'assurer d'ores et déjà de sa vigilance dès le début du futur quinquennat. Le 10 avril, quatorze fédérations, dont la Fehap, le Synerpa, l'AD-PA et la FHF, réclamaient que soit lancée la réforme du grand âge dans les cent premiers jours du quinquennat, au travers d'une grande loi sociétale qui soit aussi une loi de programmation (lire notre [article](#)).

Agathe Moret